pondants de banques ailleurs qu'au Canada	\$15,900,030.37	
Prêts à demande et à courte échéance (n'excédant pas 30 jours) en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis	41,502,122.01	57,402,152.38
Garanties des gouvernements provinciaux et fédéral n'excédant pas la valeur du marché	502,931.62	
Obligations, débetures et stocks de chemin de fer n'excédant pas la valeur du marché	11,254,173.91	
Garanties municipales canadiennes, anglaises et étrangères et garanties publiques coloniales autres que canadiennes	488,296.03	
Billets d'autres banques	1,988,933.00	
Chèques d'autres banques	8,069,753.60	
		\$122,658,003.02
Prêts au gouvernement du Canada	5,000,000.00	
Prêts courants et escomptes au Canada (déduction faite de l'intérêt)	108,845,332.96	
Prêts aux villes, cités, municipalités et districts scolaires	9,017,324.26	
Prêts courants et escomptes ailleurs qu'au Canada (moins l'intérêt)	5,756,003.53	
Dettes en souffrance, pertes prévues	452,768.65	
		129,071,420.42
Edifices de la Banque aux prix coûtants (moins dépréciations)	4,000,000.00	
Immeubles autres que les edifices de la Banque	173,620.79	
Dettes des clients par lettres de crédit (suivant contrat)	3,368,066.53	
Autre actif non compris dans ce qui précède	210,543.49	
		\$250,481,663.25

H. V. MEREDITH,

Président.

FREDERICK WILLIAMS-TAYLOR,
Gérant-général.

BANQUE DE MONTREAL.

Assemblée Générale Annuelle tenue le 7 Décembre 1914.

La 97^{ème} assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal a été tenue lundi, le 7 décembre, au bureau principal de cette institution.

Les points saillants de l'assemblée furent le discours du Président, M. H.-V. Meredith, et celui du gérant-général, sir Frederick Williams-Taylor.

Discours du Président.

M. H.-V. Meredith propose que le rapport des directeurs soit adopté, puis imprimé et distribué aux actionnaires, et dit: J'espère que le rapport qui vous est présenté sera reçu avec satisfaction.

Bien que le compte des profits indique une diminution sur ceux de l'année dernière, cette diminution doit surtout être attribuée au fait qu'en raison de la crise financière universelle nous avons cru prudent de sacrifier nos bénéfices sur nos réserves liquides ordinairement transportées à l'étranger. Ces réserves ont été déposées dans nos voûtes en cas d'éventualités et pour aider, si nécessaire, à la situation financière générale au Canada.

Je suis sûr que cette manière d'agir sera approuvée.

Inutile de dire que cette année a été une année mouvementée et pleine d'anxiété.

La position en Angleterre.

En Angleterre, la période qui a précédé immédiatement la déclaration de guerre fut marquée par un grand calme sur

le marché monétaire accompagné d'un léger recul dans le commerce, suivant une longue période d'incertitude et de dépression déterminée par la guerre des Balkans et autres facteurs désavantageux.

L'ouverture des hostilités a amené la crise générale de la finance avec la fermeture des bourses et le cataclysme financier universel. Les mesures adoptées pour faire face à cette crise sont encore trop récentes pour qu'il soit nécessaire de les énumérer.

La suprématie de l'Angleterre sur les mers a fortement contribué à rétablir la confiance; mais il faut aussi reconnaître le mérite du gouvernement et de ses conseillers dans leur manière courageuse d'envisager la situation et en même temps l'attitude de la Banque d'Angleterre pour aider à une prompt exécution des plans du gouvernement.

On a eu une preuve de la richesse latente de l'empire dans la réponse patriotique au récent emprunt du gouvernement, ce qui a eu pour effet de faire disparaître les obstacles opposés au commerce et rapprocher ce dernier de sa condition normale.

Les conséquences de la guerre dépendront beaucoup, je crois, de la durée des hostilités.

Il serait difficile de prédire, dans le moment, combien de temps durera la période de dépression après la conclusion de la paix et si la perspective d'une paix durable aura pour effet de rétablir les prix, non seulement des commodités de la vie, mais aussi de la bourse et autres sécurités.

Dans tous les cas, les pays qui empruntent, y compris le Canada, doivent s'attendre à voir leurs facilités grandement diminuées tant que les dommages causés par la guerre ne seront pas réparés.

Aux Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, l'activité commerciale qui commençait à renaître a reçu un terrible coup par la déclaration de la guerre; par la suite de l'exclusion du capital européen, des projets de développement et d'expansion ont dû être différés ou abandonnés.

Malgré les récoltes plus abondantes que jamais dans l'ouest, là comme ailleurs il a fallu réduire les grandes dépenses.

Cet état de choses ne semble pas résulter autant du manque de ressources ou d'un commerce incertain que de l'incertitude touchant l'avenir, affectant les grandes institutions commerciales comme toutes les classes de la société. Ce manque de confiance va sans doute disparaître graduellement en même temps que le cours normal des affaires se rétablira. La hausse des prix avec les expéditions de grains et de produits alimentaires ont un effet stimulant sur le commerce en général.

Les embarras créés par la désorganisation du marché de l'échange étranger ont été en grande partie surmontés.

Il semble exister un sentiment croissant en faveur des chemins de fer auxquels on accorderait des taux plus élevés de fret, ce qui leur permettrait de négocier plus aisément des obligations pour rencontrer leurs besoins actuels et pourvoir à leur expansion nécessaire.

La mise en vigueur du système des Banques à réserve fédérale devra déterminer un marché monétaire facile et sera un facteur puissant dans la restauration des conditions normales dans tout le pays en même temps que cela prévientra les crises périodiques si désastreuses dans le passé.

L'ouverture de la bourse a contribué à améliorer la fausse situation du coton, situation qui a aussi été grandement soulagée par la déclaration que le coton ne sera pas considéré comme article de contrebande. Les opérations de la Bourse de New-York se développent graduellement et le fait de sa réouverture, bien qu'avec des restrictions, a eu un bon effet sur la situation financière en général.

La position en Canada.

En Canada une période de plusieurs années de développement et de progrès a été accompagnée de grandes dépenses — dans certains cas même imprudentes — dans l'industrie, les corps municipaux et autres corporations et aussi un programme ambitieux de construction de chemin de fer, tout cela rendu possible par la grande facilité d'obtenir de l'argent.

Des compagnies de promoteurs et de spéculateurs ont profité des circonstances pour produire des valeurs douteuses, et à un tel point que cela a soulevé des doutes sur notre position économique sur le marché monétaire universel et déterminé un examen scrupuleux de nos garanties et une réduction des prêts si essentiels à notre développement. Fort heureusement que depuis un an nos fabricants et marchands en prévi-